

Information réglementée – Bruxelles, Paris, 31 août 2017 – 7h30

## Résultats consolidés S1 2017 du groupe Dexia

### Résultat net de EUR -296 millions sur le 1<sup>er</sup> semestre 2017

- Résultat net récurrent de EUR -171 millions, intégrant l'impact des taxes bancaires et contributions réglementaires dues au titre de 2017 et d'un renforcement du provisionnement sur Porto Rico
- Contribution négative des éléments de volatilité comptable (EUR -80 millions) et des éléments non-récurrents (EUR -46 millions)

### Gestion dynamique du bilan dont les effets ont été amplifiés par l'évolution positive de l'environnement macroéconomique

- Total de bilan de EUR 199,4 milliards au 30 juin 2017, en réduction de EUR -13,4 milliards sur le semestre, dont EUR -3,7 milliards résultant de la gestion active du bilan
- Ratio « Total capital » à 18,0 % au 30 juin 2017, bénéficiant de la diminution des actifs pondérés des risques, notamment sous l'effet de la réduction du portefeuille d'actifs
- Stratégie proactive du refinancement du groupe à travers une gestion optimisée du mix de financement et du calendrier d'émission, permettant une réduction du coût de financement

### Choix de l'externalisation pour renforcer le modèle opérationnel

- Entrée en négociations exclusives avec la société de services Cognizant, dans l'optique d'externaliser des activités informatiques et de back office

Wouter Devriendt, administrateur délégué de Dexia SA, a déclaré : « L'évolution des éléments macro-économiques sur le semestre a eu un impact positif pour le groupe permettant d'amplifier l'effet des actions engagées pour réduire la taille du bilan, désormais inférieur à EUR 200 milliards, et pour renforcer le niveau de capital réglementaire. Nous avons su tirer parti de ce contexte de marché globalement favorable, pour procéder à des ventes ciblées d'actifs. Cette gestion dynamique a également permis de réduire le coût de financement du groupe, malgré des conditions de marché incertaines liées au calendrier électoral français. Le semestre a également été marqué par l'entrée en négociations exclusives avec Cognizant en vue de l'externalisation de certaines activités informatiques et de back office, un jalon important dans la définition et la mise en œuvre d'un modèle opérationnel plus efficace et résilient pour Dexia sur le long terme. »

Robert de Metz, président du conseil d'administration de Dexia SA, a déclaré : « Le recours au financement souscrit auprès des banques centrales est aujourd'hui marginal pour le groupe, Dexia lui ayant progressivement substitué des financements de marché au cours des 18 derniers mois. Ceci permet de répondre à l'un des principaux objectifs du plan de résolution ordonnée de Dexia, en réduisant le risque porté par l'Eurosystème. Il s'agit d'une étape particulièrement importante de la résolution du groupe alors que la Banque centrale européenne a annoncé que les structures de liquidation n'auront plus accès à l'Eurosystème à compter de janvier 2022. »

## Introduction

Le 1<sup>er</sup> semestre de l'année 2017 a vu la poursuite du mouvement de remontée des taux d'intérêt initié en 2016, ainsi qu'un renforcement de l'euro par rapport aux autres devises, dont le dollar US. Parallèlement, le contexte de marché est resté caractérisé par une forte volatilité, notamment liée au calendrier électoral aux Pays-Bas et en France, ainsi qu'à la situation économique et financière en Italie. Les marges de crédit (*credit spreads*) se sont toutefois améliorées sur la deuxième partie du semestre.

Ces éléments se matérialisent sous différentes formes dans les résultats du groupe Dexia, en particulier via les « éléments de volatilité comptable ». Ils ont également influé sur le besoin de financement, la taille du bilan du groupe et le niveau des ratios de solvabilité.

Conformément à la législation en vigueur, Dexia publie, pour la période prenant fin au 30 juin 2017, un communiqué relatif aux états financiers consolidés résumés. Ces états financiers sont établis en situation de continuité d'exploitation. Ce communiqué présente les transactions et les événements significatifs du premier semestre 2017, ainsi que leur impact sur la situation financière du groupe. Le rapport financier semestriel 2017 de Dexia SA sera publié le 1<sup>er</sup> septembre 2017, dans son intégralité.

## 1. Événements et transactions significatifs

- *Poursuite de la stratégie proactive de réduction du bilan du groupe et de préservation du capital réglementaire*
- *Suivi attentif du risque de crédit et renforcement du provisionnement sur les entreprises publiques liées au Commonwealth de Porto Rico*
- *Signature d'un accord mettant fin aux litiges impliquant Dexia Israël et mise en œuvre d'une nouvelle stratégie commerciale*
- *Entrée en négociations exclusives avec la société de services Cognizant, dans l'optique d'externaliser des activités informatiques et de back office*

### 1. Gestion dynamique du bilan et du risque de crédit

Au 1<sup>er</sup> semestre 2017, Dexia a poursuivi sa stratégie proactive de réduction du bilan. Celle-ci se matérialise par une réduction du bilan de EUR -3,7 milliards sur le semestre, s'ajoutant à l'amortissement naturel des actifs d'un montant de EUR -5,2 milliards. Cette politique inclut par ailleurs des mesures de préservation de la base de capital réglementaire.

Sur la période, Dexia a procédé à des cessions à hauteur de EUR -3,2 milliards d'actifs. Ce montant illustre l'intensification des efforts du groupe. A titre de comparaison, le total des cessions réalisées sur la même période de l'année 2016 s'élevait à EUR -1,3 milliard. Ces cessions s'articulent autour de deux axes principaux. D'une part, le groupe a ciblé des actifs fortement pondérés en capital, tels que des ABS, permettant une réduction substantielle du total des actifs pondérés des risques et en conséquence un renforcement de la solvabilité. D'autre part, des actifs considérés comme risqués ont été cédés. C'est notamment le cas de financements d'autoroutes en Espagne et des derniers encours sur la ville d'Athènes. Parallèlement, Dexia a su profiter de conditions de marché favorables pour céder différentes expositions, principalement des expositions souveraines et des *covered bonds*.

Le groupe poursuit également une politique visant à encourager les remboursements anticipés de certains crédits. Au cours du semestre, ces efforts ont majoritairement concerné des crédits structurés en France et ont permis de réduire le total de bilan de EUR -0,5 milliard.

Combinées à l'amortissement naturel du portefeuille, ces mesures ont permis de réduire le portefeuille d'actifs de EUR -8,9 milliards à taux de change constant, à EUR 106,5 milliards au 30 juin 2017.

Le portefeuille de crédit du groupe Dexia demeure globalement de bonne qualité avec 91 % des expositions notées dans la catégorie *investment grade* au 30 juin 2017.

Le groupe attache une attention particulière au suivi et à la gestion de certaines expositions considérées comme sensibles. Ainsi, lors du 1<sup>er</sup> semestre 2017, Dexia est resté vigilant quant à l'évolution de la situation du secteur public local américain et notamment du Commonwealth de Porto Rico.

La situation de celui-ci reste en effet un sujet d'attention.

Au cours du semestre, le conseil fédéral chargé de la réhabilitation financière du Commonwealth de Porto Rico a inscrit la dette du gouvernement central de Porto Rico, de la plupart des entreprises publiques de service ainsi que du fonds de financement des retraites des fonctionnaires sous le titre III<sup>1</sup> de la loi PROMESA promulguée par le Congrès en 2016. Ces entités sont en cessation de paiement. Lorsque leurs obligations font l'objet d'une assurance par des rehausseurs de crédit (*monoline*), le service de la dette est pris en charge par ces derniers.

L'exposition du groupe Dexia se limite aux entreprises publiques liées au Commonwealth de Porto Rico et s'élève à EUR 442 millions au 30 juin 2017. Sur ce montant, 95 % sont couverts par des rehausseurs de crédit de bonne qualité. Malgré ces garanties, certaines échéances de remboursement lointaines et sans amortissement intermédiaire incitent à la prudence. Cette situation a conduit Dexia à renforcer le niveau de provisionnement de ces expositions au cours du 2<sup>e</sup> trimestre 2017, portant le total des provisions à EUR 125 millions (USD 143 millions) au 30 juin 2017.

Parallèlement, Dexia a décidé de procéder à la cession de certaines positions et a vendu EUR 86 millions (USD 99 millions) au cours des mois de juillet et août, soit près de 20 % de l'exposition initiale.

## 2. Dexia Israël : harmonisation des classes d'actions et nouvelle stratégie

En 2016, Dexia Israël, Dexia Crédit Local, l'Union des Autorités Locales Israéliennes (ULAI) et les actionnaires minoritaires ont signé un accord visant à égaliser les droits initialement conférés par les différents types d'actions existantes et à mettre un terme aux litiges impliquant Dexia Crédit Local en Israël. Après son approbation par un tribunal à Tel Aviv, les assemblées générales de Dexia Israël requises pour la mise en œuvre de l'accord ont été organisées le 30 mars 2017 et l'ensemble des différentes catégories d'actions qui existaient ont été unifiées en une seule classe d'actions cotées à la Bourse de Tel Aviv.

Conséquence de cette opération, Dexia Crédit Local détient désormais 59 % du capital de Dexia Israël, tandis que son co-actionnaire ULAI dispose d'une participation de 6,5 %. Le reste des actions est réparti dans le public. En parallèle, la composition du conseil d'administration a été remaniée afin de refléter cette nouvelle structure actionnariale, qui confère aujourd'hui à Dexia Crédit Local le contrôle effectif du conseil d'administration de Dexia Israël.

Ces derniers mois, Dexia Israël s'est dotée d'une nouvelle stratégie, visant à améliorer le business model ainsi que le rendement des fonds propres. Elle a été rendue nécessaire par les limites de concentration réglementaires imposées à Dexia Israël en matière de grands risques, le respect de ces limites imposant de détenir des montants élevés de fonds propres. Dans ce cadre, Dexia Israël a signé le 28 juin 2017 avec des investisseurs institutionnels, un accord de cession d'un portefeuille de prêts au secteur public local d'un montant approximatif de NIS 1,5 milliard (EUR 382 millions), soit environ un quart de l'encours total du portefeuille de prêts de la banque. La cession a été finalisée le 2 août 2017, dès réception des approbations réglementaires.

<sup>1</sup> Le titre III est un régime général de restructuration de la dette publique sous l'égide d'un tribunal dont le juge a été nommé par le « Chief Justice » de la Cour Suprême des États-Unis, et s'inspire des chapitres 9 et 11 du Code Fédéral de faillite.

### 3. Annonce de la Banque centrale européenne concernant la fin du recours à l'Eurosystème pour les structures de liquidation

La Banque centrale européenne a annoncé le 21 juillet 2017 que l'accès aux concours de politique monétaire de l'Eurosystème pour les structures de liquidation (*wind-down entities*) prendrait fin à compter du 31 décembre 2021. Le champ de cette décision inclut le groupe Dexia et, plus spécifiquement, Dexia Crédit Local, Dexia Crediop et Dexia Kommunalbank Deutschland.

Cette décision de la Banque centrale européenne ne remet pas en cause la trajectoire de résolution du groupe Dexia, compte tenu de la modification substantielle du profil de financement du groupe depuis fin 2012 et de la diversification de ses sources de financement. Dexia intégrera néanmoins cet élément dans la définition du cadre qui lui permettra de poursuivre sa résolution après 2021, date correspondant à la fin du plan actuel de résolution ordonné<sup>2</sup>.

Avant la prise d'effet de cette mesure, le groupe disposera jusqu'à la fin de l'année 2021 de la possibilité de solliciter un financement maximum de EUR 5,2 milliards auprès de l'Eurosystème.

Cette annonce intervient en effet alors que le groupe a déjà réduit très fortement son recours aux refinancements de l'Eurosystème, l'encours passant de EUR 16 milliards à moins de EUR 1 milliard sur l'année 2016 et s'élevant à EUR 90 millions au 30 juin 2017.

Les dernières projections de liquidité à moyen terme réalisées par le groupe prévoient un recours très marginal aux refinancements de l'Eurosystème, substituables par d'autres sources de financement en l'absence de perturbations majeures des marchés financiers. En tout état de cause, Dexia conservera la possibilité de demander, le cas échéant, aux banques centrales nationales un accès au mécanisme de financement d'urgence (*Emergency Liquidity Assistance*), si de telles perturbations venaient à se manifester.

### 4. Signature d'une lettre d'intention avec Cognizant concernant un projet d'externalisation des services informatiques et des back offices de Dexia en France et en Belgique

Le 17 mai 2017, Dexia a annoncé avoir signé avec Cognizant une lettre d'intention et avoir entamé des négociations exclusives portant sur un contrat à long terme. Ce contrat vise à faire de Cognizant le prestataire stratégique de Dexia en matière de technologies de l'information et de gestion des processus opérationnels sur les activités de back office marchés et crédit en France et en Belgique. Selon le projet d'accord, Cognizant permettra à Dexia de mener à bien la transformation numérique de ses opérations à l'échelle du groupe, en simplifiant, modernisant, optimisant et sécurisant l'infrastructure informatique de Dexia.

Ce partenariat sera source d'économies et permettra de rendre la structure de coûts plus flexible, tout en assurant la continuité opérationnelle et en ouvrant de nouvelles perspectives de carrière aux collaborateurs concernés.

La dimension sociale de l'accord constitue un point central de la future collaboration entre les deux groupes. Une procédure d'information-consultation des partenaires sociaux a été lancée en France et en Belgique le 6 juin. Les partenaires sociaux seront invités à remettre leur avis au terme de cette procédure, prévu pour la mi-septembre.

---

<sup>2</sup> Cf. décision de la Commission européenne du 28 décembre 2012 approuvant le plan de résolution ordonné de Dexia.

## 2. Résultats S1 2017

### A – Présentation des états financiers consolidés résumés au 30 juin 2017 de Dexia SA

#### a – Continuité d'exploitation

Les états financiers consolidés résumés de Dexia au 30 juin 2017 ont été établis selon les règles comptables applicables en situation de continuité d'exploitation (*going concern*). Ceci suppose un certain nombre d'hypothèses constitutives du plan d'affaires sous-jacent à la résolution du groupe Dexia, développées en annexe de ce communiqué.

#### b – Précisions relatives aux évolutions comptables et réglementaires

La norme IFRS 9 « Instruments financiers » a été publiée par l'IASB en juillet 2014 et adoptée par l'Union européenne le 22 novembre 2016. Elle entrera en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018 en remplacement de la norme IAS 39 « instruments financiers : comptabilisation et évaluation ».

Sur la base des études menées jusqu'à présent, Dexia s'attend à ce que l'application d'IFRS 9 génère un impact total net positif sur les fonds propres du groupe au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Cet impact est susceptible d'évoluer en fonction d'un certain nombre de facteurs dont, en particulier, les conditions de marché et leurs impacts sur le montant de la réserve AFS, les évolutions normatives et éventuelles interprétations ou la calibration des modèles de provision, notamment en ce qui concerne les scénarii macroéconomiques qui seront retenus pour cette évaluation.

### B - Résultats consolidés S1 2017 du groupe Dexia

- *Résultat net part du groupe de EUR -296 millions au S1 2017, dont EUR -80 millions au titre des éléments de volatilité comptable et EUR -46 millions imputables à des éléments non récurrents*
- *Résultat récurrent de EUR -171 millions, portant l'impact des taxes bancaires et contributions aux fonds de résolution et du provisionnement sur les expositions liées au Commonwealth de Porto Rico*

#### a – Compte de résultat de la période (données non auditées)

Compte de résultat consolidé - format ANC			
EUR millions	S1 2017	S1 2016 (*)	2016
<b>Produit net bancaire</b>	<b>9</b>	<b>-16</b>	<b>506</b>
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations	-252	-201	-407
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>-243</b>	<b>-217</b>	<b>99</b>
Coût du risque	-5	-6	140
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	5	54
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>-248</b>	<b>-218</b>	<b>293</b>
Impôts sur les bénéfices	-46	-21	42
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	2	0	17
<b>Résultat net</b>	<b>-292</b>	<b>-239</b>	<b>352</b>
Intérêts minoritaires	4	-13	-1
<b>Résultat net part du groupe</b>	<b>-296</b>	<b>-226</b>	<b>353</b>

(\*) chiffres S1 2016 - pro forma

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre de l'année 2017, le groupe Dexia a dégagé un résultat net part du groupe de EUR -296 millions.

Sur cette période, le produit net bancaire s'élève à EUR +9 millions. Sur ce montant, EUR -80 millions sont attribuables à l'évolution des paramètres de marché. Ces derniers influent en effet directement sur la valorisation de certains éléments (dérivés valorisés sur la base d'une courbe OIS, calcul de la CVA, de la DVA et de la FVA). Retraité de ces éléments et des éléments à caractère non récurrent, le produit net bancaire reste relativement stable par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2016. La réduction des revenus, sous l'effet de l'attrition du portefeuille d'actifs, est en effet compensée par la baisse des coûts de financement sur la période. Celle-ci s'explique par un triple effet : la réduction du volume des financements levés, l'optimisation du mix de financement au profit des financements de marché, moins onéreux que le financement des banques centrales et des dépôts collectés, et une amélioration des conditions de marché se reflétant dans le coût des financements levés.

Les coûts atteignent EUR -252 millions. Sur ce montant, EUR -85 millions correspondent à la comptabilisation de taxes bancaires et contributions réglementaires, dues au titre de l'année 2017 mais comptabilisées au 1<sup>er</sup> trimestre en application de la norme IFRIC 21. En retraitant ces éléments, les charges opérationnelles s'inscrivent en baisse par rapport aux semestres précédents.

Le résultat brut d'exploitation atteint EUR -243 millions.

Le coût du risque est légèrement négatif, à EUR -5 millions. Il inclut le renforcement de EUR -89 millions du provisionnement sur les expositions liées au Commonwealth de Porto Rico. Ce montant est partiellement compensé par la reprise de provisions sur des expositions cédées ainsi que la reprise de provisions collectives.

Compte tenu de ces éléments, le résultat avant impôts s'établit à EUR -248 millions.

La charge fiscale sur le semestre s'élève à EUR -46 millions.

Le résultat net dégagé par les activités arrêtées ou en cours de cession s'élève à EUR +2 millions. Il correspond à un ajustement de provision réalisé par une entité cédée et rétrocédé à Dexia, conformément à l'accord de vente.

Le résultat attribuable aux intérêts minoritaires s'élève à EUR +4 millions, conduisant à un résultat net part du groupe pour le 1<sup>er</sup> semestre de 2017 de EUR -296 millions.

## **b – Présentation analytique des résultats de la période (données non-auditées)**

Le résultat net part du groupe de EUR -296 millions se compose des éléments suivants :

- EUR -171 millions sont attribuables aux éléments récurrents<sup>3</sup> ;
- EUR -80 millions sont liés à des éléments de volatilité comptable<sup>4</sup> ;
- EUR -46 millions ont été générés par des éléments non-récurrents<sup>5</sup>.

<sup>3</sup> *Éléments récurrents : éléments liés au portage des actifs tels que les revenus des portefeuilles, les coûts de financement, les charges opérationnelles, le coût du risque et les impôts.*

<sup>4</sup> *Éléments de volatilité comptable : éléments liés aux ajustements à la juste valeur d'actifs et de passifs incluant notamment les impacts de la norme IFRS 13 (CVA, DVA, FVA) et la valorisation des dérivés OTC, la variation du portefeuille WISE (titrisation synthétique sur un portefeuille d'obligations rehaussées).*

<sup>5</sup> *Éléments non récurrents : éléments à caractère exceptionnel, non susceptibles de se reproduire de façon régulière incluant notamment les plus ou moins-values sur cession de participations et d'actifs, les frais et gains liés à des litiges, les frais de restructuration.*

Afin de faciliter la lecture de ses résultats et d'en mesurer la dynamique au cours de l'année, Dexia présente le résultat des ces trois segments analytiques de façon distincte.

Présentation analytique des résultats S1 2017 du groupe Dexia				
EUR millions	Eléments récurrents	Eléments de volatilité comptable	Eléments non récurrents	Total
<b>Produit net bancaire</b>	<b>129</b>	<b>-80</b>	<b>-40</b>	<b>9</b>
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-244	0	-8	-252
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>-115</b>	<b>-80</b>	<b>-48</b>	<b>-243</b>
Coût du risque	-5	0	0	-5
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	0	0	0
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>-120</b>	<b>-80</b>	<b>-48</b>	<b>-248</b>
Impôts sur les bénéfices	-46	0	0	-46
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	0	0	2	2
<b>Résultat net</b>	<b>-166</b>	<b>-80</b>	<b>-46</b>	<b>-292</b>
Intérêts minoritaires	4	0	0	4
<b>Résultat net part du groupe</b>	<b>-171</b>	<b>-80</b>	<b>-46</b>	<b>-296</b>

## b.1 - Éléments récurrents

Éléments récurrents			
EUR millions	S1 2017	S1 2016	2016
<b>Produit net bancaire</b>	<b>129</b>	<b>133</b>	<b>386</b>
dont Marge nette d'intérêt	108	114	197
dont Autres revenus	20	19	188
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-244	-250	-428
dont Charges et dotations hors taxes opérationnelles	-159	-165	-338
dont Taxes opérationnelles	-85	-85	-90
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>-115</b>	<b>-117</b>	<b>-42</b>
Coût du risque	-5	-6	140
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	0	0
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>-120</b>	<b>-122</b>	<b>98</b>
Impôts sur les bénéfices	-46	-21	43
<b>Résultat net</b>	<b>-166</b>	<b>-144</b>	<b>141</b>
Intérêts minoritaires	4	-13	-1
<b>Résultat net part du groupe</b>	<b>-171</b>	<b>-131</b>	<b>142</b>

Le résultat net part du groupe dégagé sur le semestre par les éléments récurrents est de EUR -171 millions.

Sur cette période, le produit net bancaire atteint EUR +129 millions dont EUR 108 millions au titre de la marge nette d'intérêt, qui correspond au coût de portage des actifs ainsi qu'au résultat de transformation du groupe. La marge nette d'intérêt reste relativement stable, la réduction des revenus étant compensée par la baisse des coûts de financement.

Les coûts atteignent EUR -244 millions sur le semestre. Ils incluent EUR -85 millions de taxes bancaires et contributions aux fonds de résolution. En excluant ces taxes et contributions, l'évolution favorable des coûts opérationnels reflète les efforts engagés par le groupe pour limiter sa base de coûts.

En incluant le coût du risque, de EUR -5 millions, et la charge fiscale, de EUR -46 millions sur le semestre, ainsi que les intérêts minoritaires de EUR +4 millions, le résultat net part du groupe des activités récurrentes atteint EUR -171 millions.

#### **b.2 - Éléments de volatilité comptable**

Sur le 1<sup>er</sup> semestre 2017, les éléments de volatilité comptable ont eu un impact négatif de EUR -80 millions. Ce résultat s'explique essentiellement par l'évolution négative de la valorisation des dérivés sur la base d'une courbe OIS, dans des conditions de marché défavorables au groupe. Cet impact a été partiellement compensé par l'évolution favorable de la CVA.

#### **b.3 - Éléments non récurrents**

La contribution des éléments non récurrents comptabilisés au 1<sup>er</sup> semestre 2017 est de EUR -46 millions. Ces éléments sont notamment composés :

- Des gains liés à la gestion active du bilan, pour un montant de EUR +12 millions ;
- De l'impact négatif engendré par la rupture des relations de couverture comptables sur les entreprises liées au Commonwealth de Porto Rico, dans l'optique de leur cession, d'un montant de EUR -52 millions ;
- De l'évolution des provisions pour litiges, dont l'impact net est de EUR -5 millions ;
- De la comptabilisation de frais de restructuration à hauteur de EUR -6 millions.

### **3. Évolution du bilan, de la solvabilité et de la situation de liquidité du groupe**

#### **A - Bilan et solvabilité**

- Réduction du bilan de EUR -13,4 milliards par rapport à fin 2016, due à l'amélioration de l'environnement macroéconomique et à la stratégie de réduction du portefeuille d'actifs
- Ratio « Total Capital » de Dexia à 18 % à fin juin 2017, bénéficiant de la diminution des actifs pondérés des risques

#### **a - Évolution semestrielle du bilan**

Au 30 juin 2017, le total de bilan consolidé du groupe s'élève à EUR 199,4 milliards, en réduction de EUR -13,4 milliards par rapport au 31 décembre 2016.

Au cours du semestre, à taux de change constant, la diminution de l'actif du bilan est principalement liée :

- à la réduction de EUR -8,9 milliards du portefeuille d'actifs, dont EUR -5,2 milliards liés à l'amortissement naturel du portefeuille et EUR -3,7 milliards aux cessions d'actifs ou remboursements par anticipation ;
- à une baisse de la juste valeur des actifs et des dérivés de EUR -6,5 milliards ;
- à une diminution de EUR -2,8 milliards du montant du cash collatéral versé par le groupe à ses contreparties de dérivés, dans un contexte de hausse des taux d'intérêt à long terme ;
- partiellement compensée par une hausse de EUR +6,5 milliards, correspondant au renforcement de la réserve de liquidité du groupe placée en dépôt auprès des banques centrales, dans le contexte politique incertain du semestre.

Au passif, à taux de change constant, l'évolution du bilan se traduit principalement par :

- une baisse de EUR -7,1 milliards de la juste valeur des passifs et des dérivés ;
- une réduction de EUR -4,3 milliards du stock des financements de marché et des financements de la Banque centrale européenne.

L'impact des variations de change sur l'évolution du bilan se chiffre globalement à EUR -1,8 milliard sur le semestre.

## b – Ratios de solvabilité

Au 30 juin 2017, les fonds propres « Common Equity Tier 1 » du groupe Dexia atteignent EUR 6 252 millions, contre EUR 7 011 millions au 31 décembre 2016. Cette baisse s'explique principalement par la perte enregistrée au cours du semestre et par la déduction de 80 % de la réserve AFS en 2017 contre 60 % en 2016, conformément au calendrier défini par la directive CRD IV. Le montant déduit du capital réglementaire au titre de la réserve AFS s'élève à EUR -3,2 milliards au 30 juin 2017, alors que ce montant était de EUR -2,7 milliards au 31 décembre 2016. Cette évolution est partiellement compensée par un resserrement des marges de crédit et par une appréciation de l'euro, ainsi que par la vente d'actifs fortement pondérés ou de participations directement déduites des fonds propres.

Les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres s'établissent à EUR -4,7 milliards au 30 juin 2017, en forte amélioration de EUR +1 milliard depuis fin 2016, notamment du fait du resserrement des marges de crédit sur les obligations souveraines, en particulier l'Italie et le Portugal.

Au 30 juin 2017, les actifs pondérés des risques s'élèvent à EUR 36,7 milliards, dont EUR 34,4 milliards au titre du risque de crédit, EUR 1,3 milliard au titre du risque de marché et EUR 1 milliard au titre du risque opérationnel. Pour rappel, fin 2016, ils s'élevaient à EUR 43,4 milliards, dont EUR 41,0 milliards au titre du risque de crédit, EUR 1,4 milliard au titre du risque de marché et EUR 1 milliard au titre du risque opérationnel. La forte baisse de EUR 6,6 milliards des actifs pondérés des risques de crédit est majoritairement induite par la réduction naturelle du portefeuille d'actifs, par les cessions réalisées par le groupe, par un effet change favorable et par une diminution de la juste valeur des expositions.

Compte tenu de ces éléments, le ratio « Common Equity Tier 1 » de Dexia s'établit à 17,0 % au 30 juin 2017, contre 16,2% à la fin 2016. Le ratio « Total Capital » s'élève à 18,0 %, contre 16,8% à la fin 2016, un niveau supérieur au minimum de 9,875 % (incluant le coussin de conservation du capital de 1,250 %) imposé pour l'année 2017 par la Banque centrale européenne dans le cadre du processus de contrôle et d'évaluation prudentiels (*Supervisory Review and Evaluation Process*, SREP).

Les ratios « Common Equity Tier 1 » et « Total Capital » de Dexia Crédit Local s'élèvent respectivement à 13,9 % et 14,7 % au 30 juin 2017.

**B – Évolution de la situation de liquidité du groupe Dexia**

- *Maintien d'une gestion prudente de la liquidité dans un environnement politique incertain, lié notamment au contexte électoral en France*
- *Diminution du montant de cash collateral versé aux contreparties de dérivés, sous l'effet de la hausse des taux d'intérêt*
- *Optimisation du mix de financement et du calendrier d'émission permettant une réduction du coût de financement*

Les conditions de marché du 1<sup>er</sup> semestre 2017 ont été marquées par une remontée progressive des taux d'intérêt, combinée à une volatilité des marges de crédit (*credit spreads*) sur le souverain français, dans un contexte incertain, lié au calendrier électoral en France.

Dans ce contexte, Dexia a poursuivi la politique de gestion prudente de liquidité mise en œuvre au cours de l'année précédente afin de faire face à d'éventuelles perturbations des marchés financiers ou à une hausse brutale de son besoin de financement.

La hausse des taux d'intérêt a généré une baisse de EUR -3 milliards du montant net de cash collatéral versé par Dexia à ses contreparties de dérivés, qui atteint EUR 29,7 milliards au 30 juin 2017. Combinée à la réduction du portefeuille d'actifs, cette tendance entraîne une réduction du volume de financement du groupe, mouvement partiellement compensé par le renforcement de la réserve de liquidité constituée par le groupe. Fin juin 2017, le total des financements levés par le groupe s'élevait à EUR 139,6 milliards, contre EUR 146,5 milliards à la fin décembre 2016.

Au cours du semestre, les marges de crédit sur le risque souverain français et, par ricochet, les conditions d'émission de la dette garantie par les Etats ont connu une forte volatilité liée au contexte électoral. La gestion du calendrier d'émission a toutefois permis au groupe de réaliser plusieurs émissions, à des niveaux de prix compétitifs. Dexia Crédit Local a ainsi lancé avec succès différentes transactions publiques à long terme en euro et en dollar US, permettant de lever EUR 5,5 milliards, et a exécuté EUR 2,1 milliards additionnels de placements privés. L'activité de financement à court terme sous format garanti a également été soutenue, en euro, en livre sterling, en dollar US, avec une durée de vie moyenne relativement longue de 8,3 mois. L'encours global de dette garantie s'inscrit en légère baisse, à EUR 70,5 milliards au 30 juin 2017 contre EUR 71,4 milliards fin décembre 2016.

L'activité de financements sécurisés de marché à court et long terme demeure également soutenue. La diminution de l'encours, passant de EUR 58,4 milliards à fin 2016 à EUR 56,1 milliards au 30 juin 2017, est proportionnelle à la réduction du stock d'actifs éligibles à ce type de financement.

Restant sur la dynamique de 2016, le groupe a continué à faire évoluer son mix de financement et poursuivre la réduction du recours au financement de la Banque centrale européenne. Ainsi, il s'élève à EUR 90 millions au 30 juin 2017.

L'ensemble de ces effets se traduit par une réduction du coût de financement du groupe sur le semestre.

À la fin juin 2017, le groupe Dexia dispose d'une réserve de liquidité de EUR 21,2 milliards, dont EUR 9,8 milliards sous forme de dépôts auprès des banques centrales. Le Liquidity Coverage Ratio (LCR) du groupe s'élève à 105 %. Le 21 juillet 2017, la Banque centrale européenne a limité le recours par le groupe à l'Eurosystème à un montant de EUR 5,2 milliards. Cette décision a pour conséquence une réduction de la réserve de liquidité, qui s'élève à EUR 15,1 milliards en date du 18 août 2017.

## Annexes

### Annexe 1 – Précisions relatives à la présentation des états financiers consolidés résumés du groupe Dexia :

Les états financiers consolidés résumés de Dexia au 30 juin 2017 ont été établis selon les règles comptables applicables en situation de continuité d'exploitation (*going concern*). Ceci suppose un certain nombre d'hypothèses constitutives du plan d'affaires sous-jacent à la résolution du groupe Dexia, reprises ci-dessous:

- Le plan d'affaires a été construit à partir de données de marché observables à fin septembre 2012 ; les hypothèses macroéconomiques sous-jacentes sont révisées dans le cadre des revues d'ensemble biannuelles du plan.

En particulier, la mise à jour réalisée sur la base des données disponibles au 31 décembre 2016 et validée par le conseil d'administration de Dexia du 30 août 2017 prend en compte une révision du plan de financement reposant sur les dernières conditions de marché observables. Elles intègrent également les évolutions réglementaires connues à ce jour, dont le texte définitif de la CRD IV et la mise en œuvre de la norme IFRS 9 à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018, basée sur les hypothèses connues à ce jour.

Le plan d'affaires ainsi révisé conduit à des ajustements par rapport au plan d'origine. Ceux-ci entraînent une modification significative de la trajectoire de résolution du groupe initialement anticipée, notamment en termes de profitabilité, de solvabilité et de structure de financement mais, à ce stade, ils ne remettent pas en cause la nature et les fondamentaux de la résolution.

- Le plan d'affaires suppose le maintien de la licence bancaire des différentes entités et de la notation de Dexia Crédit Local.
- Il suppose par ailleurs que Dexia conserve une bonne capacité de financement, qui repose en particulier sur l'appétit des investisseurs pour la dette garantie par les États belge, français et luxembourgeois ainsi que sur la capacité du groupe à collecter des financements sécurisés.

Depuis la validation du plan de résolution ordonnée en décembre 2012, la structure de financement du groupe a bénéficié d'une progression des financements de marché, sécurisés ou garantis, à un coût sensiblement plus faible qu'anticipé dans le plan d'affaires, pour des volumes plus importants et des maturités plus longues. Dans un premier temps, ceci a permis au groupe de sortir des mécanismes de financement dérogatoires mis en place en 2012 et, dans un second temps, de réduire sensiblement son recours aux financements souscrits auprès des banques centrales, portant l'encours à EUR 90 millions au 30 juin 2017. La Banque centrale européenne a annoncé le 21 juillet 2017<sup>6</sup> la fin de l'accès à l'Eurosystème pour les structures de liquidation à partir du 31 décembre 2021. Compte tenu de la réduction substantielle du volume de financement de Dexia depuis fin 2012 et de la diversification de ses sources de financement, la part des financements souscrits auprès de l'Eurosystème est aujourd'hui marginale pour le groupe. Par ailleurs, dans le cadre d'une gestion prudente de sa liquidité, Dexia a également veillé à constituer des réserves de liquidité.

Toutefois, sur la durée de la résolution du groupe, des incertitudes demeurent sur la réalisation du plan d'affaires.

- Ce plan est notamment susceptible d'être impacté par une évolution des règles comptables et prudentielles.

<sup>6</sup> Cf. communiqué de presse de Dexia du 21 juillet 2017, disponible sur [www.dexia.com](http://www.dexia.com).

- Les caractéristiques financières de Dexia depuis son entrée en résolution ne lui permettent pas de s'assurer de façon continue du respect de certains ratios réglementaires sur la durée de la résolution.

Le groupe Dexia présente une sensibilité à l'évolution de son environnement macroéconomique et aux paramètres de marché, dont notamment les taux de change, les taux d'intérêt ou les marges de crédit, dont les variations sont susceptibles d'impacter le plan d'affaires. En particulier, une évolution défavorable de ces paramètres dans la durée pourrait peser sur la liquidité et le niveau de solvabilité du groupe, via une hausse du montant du cash collatéral versé par Dexia à ses contreparties de dérivés<sup>7</sup> ou un impact sur la valorisation d'actifs, de passifs financiers et des dérivés OTC, dont les variations sont comptabilisées en compte de résultat et sont susceptibles d'entraîner une variation de la réserve AFS et du niveau de capital réglementaire du groupe.

- Enfin, dans le cas où la capacité d'absorption par le marché de la dette garantie par les États serait moindre, Dexia devrait alors recourir à des sources de financement plus onéreuses qui impacteraient directement la rentabilité prévue dans le plan d'affaires.

## Annexe 2 – Bilan simplifié (données non auditées)

Principaux agrégats de bilan			
EUR m	30/06/2016	31/12/2016	30/06/2017
<b>Total de l'actif</b>	<b>235 887</b>	<b>212 771</b>	<b>199 394</b>
<i>Dont</i>			
Caisse et banques centrales	3 296	4 222	10 362
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	22 203	17 781	15 316
Instruments dérivés de couverture	7 710	6 830	5 396
Actifs financiers disponibles à la vente	20 468	16 568	13 434
Prêts et créances sur la clientèle	128 181	119 206	109 946
Comptes de régularisation et actifs divers	43 395	36 884	34 339
<b>Total des dettes</b>	<b>232 443</b>	<b>208 197</b>	<b>194 272</b>
<i>Dont</i>			
Banques centrales	7 350	690	90
Passifs financiers à la juste valeur par le résultat	23 706	18 676	15 932
Instruments dérivés de couverture	39 764	33 796	29 674
Dettes envers les établissements de crédit	46 284	40 238	38 286
Dettes représentées par un titre	97 574	98 524	94 795
<b>Capitaux propres</b>	<b>3 444</b>	<b>4 574</b>	<b>5 122</b>
<i>Dont</i>			
Capitaux propres part du groupe	3 039	4 147	4 673

<sup>7</sup> La sensibilité du besoin de liquidité à ce paramètre étant de l'ordre de EUR +1 milliard pour une baisse de 10 points de base des taux à long terme.

## Annexe 3 – Données relatives à la solvabilité (données non auditées)

EUR m	30/06/2016	31/12/2016	30/06/2017
Common equity Tier 1	7 401	7 011	6 252
Total capital	7 566	7 305	6 591
Actifs pondérés des risques	49 960	43 356	36 694
Ratio common equity Tier 1	14,8%	16,2%	17,0%
Ratio Total capital	15,1%	16,8%	18,0%

## Annexe 4 – Exposition au risque de crédit (données non auditées)

Répartition par zone géographique			
EUR m	30/06/2016	31/12/2016	30/06/2017
France	25 081	25 484	26 437
Etats-Unis	26 892	23 897	24 534
Italie	27 396	25 512	24 237
Royaume-Uni	26 916	25 461	23 597
Allemagne	22 672	20 689	19 000
Espagne	15 868	14 154	12 543
Japon	8 787	7 479	7 060
Portugal	4 093	3 905	3 873
Canada	2 864	2 655	2 427
Belgique	2 182	2 035	1 775
Scandinavie	1 280	1 229	1 256
Europe centrale et de l'Est	2 429	1 843	1 084
Autriche	1 559	1 118	1 065
Asie du Sud-Est	907	620	488
Amérique centrale et du Sud	509	490	472
Suisse	592	399	379
Turquie	443	367	295
Pays-Bas	567	390	176
Grèce	146	128	81
Luxembourg	104	85	60
Hongrie	687	275	49
Irlande	101	103	10
Autres	7 159	6 347	6 027
<b>Total</b>	<b>179 235</b>	<b>164 665</b>	<b>156 926</b>

Répartition par type de contrepartie			
EUR m	30/06/2016	31/12/2016	30/06/2017
Secteur public local	96 018	89 298	82 772
Souverains	26 958	25 458	29 972
Etablissements financiers	24 496	20 123	17 631
Financements de projets	14 471	13 515	12 347
ABS/MBS	7 378	6 600	5 395
Entreprises	8 179	7 607	6 977
Rehausseurs de crédit	1 733	2 062	1 830
Particuliers, PME, indépendants	2	2	2
<b>Total</b>	<b>179 235</b>	<b>164 665</b>	<b>156 926</b>

Répartition par notation			
	30/06/2016	31/12/2016	30/06/2017
AAA	16,9%	17,6%	21,3%
AA	20,3%	18,5%	14,3%
A	23,8%	24,2%	25,9%
BBB	28,4%	29,4%	29,3%
Non Investment Grade	9,3%	9,2%	8,1%
D	1,1%	0,9%	0,7%
Pas de notation	0,2%	0,3%	0,3%
<b>Total</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

## Annexe 5 – Exposition sectorielle du groupe au 30 juin 2017 (EAD sur contreparties finales – données non auditées)

Exposition sectorielle du groupe sur certains pays							
EUR m	Total	dont secteur public local	dont financement de projets et entreprises	dont institutions financières	dont ABS/MBS	dont expositions souveraines	dont rehausseurs de crédit
États-Unis	24 534	11 364	738	2 837	3 228	4 903	1 463
Italie	24 237	9 955	868	785	41	12 587	0
France	26 437	14 521	3 156	2 921	0	5 839	0
Royaume-Uni	23 597	11 147	8 824	1 675	1 522	61	367
Allemagne	19 000	16 045	193	2 511	0	251	0
Espagne	12 543	6 276	1 882	3 476	419	490	0
Japon	7 060	5 249	0	1 003	0	808	0
Portugal	3 873	1 771	94	15	80	1 914	0
Pologne	499	1	0	1	0	497	0
Hongrie	49	2	0	0	0	47	0
Turquie	295	3	3	290	0	0	0
Irlande	10	0	8	2	0	0	0
Grèce	81	3	77	0	0	0	0

## Annexe 6 – Qualité des actifs (données non auditées)

Qualité des actifs			
EUR m	30/06/2016	31/12/2016	30/06/2017
Actifs dépréciés	1 544	1 064	1 218
Provisions spécifiques <sup>(1)</sup>	539	321	327
Ratio de couverture <sup>(2)</sup>	34,9%	30,2%	26,9%
Provisions collectives	422	416	362

(1) Provisions sur les prêts et créances et sur les titres à revenu fixe classés en disponibles à la vente

(2) Rapport entre les provisions spécifiques et les actifs dépréciés

## Annexe 7 – Notations

Notations au 30 août 2017			
	Long terme	Perspective	Court terme
<b>Dexia Crédit Local</b>			
Fitch	BBB+	Stable	F2
Moody's	Baa3	Stable	P-3
<i>Moody's - Counterparty Risk (CR) Assessment</i>	<i>Baa3(cr)</i>		<i>P-3(cr)</i>
Standard & Poor's	BBB	Stable	A-2
GBB Rating	BBB	Stable	-
<b>Dexia Crédit Local (dette garantie)</b>			
Fitch	AA-	-	F1+
Moody's	Aa3	Stable	P-1
Standard & Poor's	AA	-	A-1+
<b>Dexia Kommunalbank Deutschland (Pfandbriefe)</b>			
Standard & Poor's	A	Stable	-

## Annexe 8 – Litiges

A l'instar de nombreuses institutions financières, Dexia fait face à plusieurs enquêtes réglementaires et litiges, en tant que défendeur ou requérant.

Les développements les plus significatifs intervenus durant le premier semestre 2017 liés aux litiges et enquêtes en cours dans lesquels une entité du groupe Dexia est assigné sont résumés ci-dessous.

Les données actualisées ci-dessous doivent être lues conjointement avec les résumés correspondants mentionnés dans le rapport annuel 2016 de Dexia (disponible sur le site [www.dexia.com](http://www.dexia.com)).

Sur la base des informations connues de Dexia au 30 juin 2017, les faits nouveaux ou développements survenus au cours du premier semestre 2017 et au début du deuxième semestre de 2017 liés aux litiges et enquêtes en cours et mentionnés dans le rapport annuel 2016 mais pour lesquels aucune mise à jour n'est fournie ci-dessous, n'étaient pas considérés comme susceptibles d'avoir une incidence majeure sur la situation financière du groupe à cette date, ou les informations disponibles à cette date ne permettaient pas au groupe d'évaluer avec précision l'ampleur éventuelle d'une telle incidence.

Les conséquences, telles qu'évaluées par Dexia au vu des informations à sa disposition à la date du 30 juin 2017, des principaux litiges et enquêtes susceptibles d'avoir un impact significatif sur la situation financière, les résultats ou les activités du groupe, sont reflétées dans les états financiers consolidés résumés du groupe. Sous réserve des conditions générales des polices d'assurance responsabilité professionnelle et de polices d'assurance responsabilité des dirigeants conclues par Dexia, les conséquences financières défavorables de l'ensemble ou d'une partie de ces litiges et enquêtes peuvent être couvertes, en tout ou en partie, dans le cadre desdites polices et, sous réserve de l'acceptation de ces risques par les assureurs concernés, être compensées par les paiements dont Dexia pourrait bénéficier en vertu de ces contrats.

### **Décisions positives dans les contentieux relatifs aux swaps proposés par Crediop**

Dexia Crediop, la filiale italienne de Dexia Crédit Local, a remporté une importante victoire dans les contentieux relatifs aux opérations de swap souscrits par des collectivités locales italiennes. Dans une décision de principe qui réforme un jugement rendu en première instance par la High Court de Londres, la Cour d'appel de Londres a rejeté la position de la ville de Prato selon laquelle les swaps de taux d'intérêt

seraient nuls et non avenus. La Cour a explicitement confirmé la validité et le caractère contraignant des contrats et des marges applicables. Elle a également confirmé que la ville de Prato avait la pleine capacité de conclure ces contrats.

La Cour d'appel a rejeté la demande d'autorisation de formuler un recours complémentaire sollicitée par Prato. La ville a toutefois soumis une telle demande directement auprès de la Cour Suprême à Londres.

Parallèlement, dans la procédure pénale menée contre Dexia Crediop et un ancien employé devant la Tribunal correctionnel de Prato, Dexia Crediop et son ancien employé ont été acquittés de toutes les charges retenues contre eux.

### ***Décisions en sens divers des cours néerlandaises dans des litiges liés à Dexia Nederland***

Les juridictions néerlandaises ont rendu des décisions en sens divers dans les affaires de leasing d'actions concernant Dexia Nederland :

La Cour Suprême (Hoge Raad) a rendu un arrêt concernant la méthode d'imputation technique de l'impact de contrats de leasing clôturés avec un solde positif sur des contrats de clients ayant subi une perte. Dans une autre affaire, la même Cour Suprême a décidé d'annuler les clauses de dommage et intérêts en cas de résiliation anticipée contenues dans certains contrats conclus par Dexia Nederland (DNL), mais elle a expressément confirmé le droit de DNL d'être indemnisée d'une manière similaire sur la base du droit commun néerlandais. La Cour Suprême a également clarifié la date à laquelle l'avis d'annulation du conjoint aurait dû être envoyé pour être valable.

Plus récemment, la Cour d'appel d'Amsterdam a rendu une importante décision positive pour DNL concernant la non-applicabilité à une série de cas d'espèces de certains principes avancés précédemment par la Cour Suprême dans des affaires où les contrats de leasing d'actions ont été vendus par des intermédiaires.

### ***Décision du Tribunal de Tel Aviv dans les poursuites judiciaires liées à Dexia Israël***

En janvier 2017, le Tribunal de Tel Aviv a rendu la seconde partie de sa décision approuvant les termes de l'accord conclu avec les plaignants ainsi que la contrepartie due aux plaignants et à leurs conseils. Cette décision a permis à Dexia Israël d'entamer un processus d'égalisation de ses catégories d'actions et de payer le dividende convenu à tous ses actionnaires. Le processus d'égalisation a été approuvé par l'assemblée générale de Dexia Israël et finalisé le 26 avril 2017.

### ***Règlement de la dernière affaire de prétendues manipulations d'offres de GIC aux Etats-Unis***

Dexia a réglé la seule affaire de prétendues manipulations d'offres de GIC (Guaranteed Investment Contracts) encore pendante avec les plaignants ; elle a ainsi mis fin au dernier litige impliquant une entité du groupe qui était encore en cours devant des tribunaux fédéraux ou des tribunaux d'état américains, dans ce dossier.

#### **Contact presse**

Service Presse – Bruxelles  
+32 2 213 57 39  
Service Presse – Paris  
+33 1 58 58 58 49

#### **Contact investisseurs**

Investor Relations - Paris  
+33 1 58 58 82 48  
Investor Relations - Bruxelles  
+32 2 213 57 66